



## TARIFICATION DES PRESTATIONS ANNEXES REALISEES A TITRE EXCLUSIF PAR LES GRD

Consultation publique de la CRE du 21 juillet 2016

### CONTRIBUTION DES FEDERATIONS D'ELD

Le 9 septembre 2016

Dans le cadre de la consultation publique lancée le 21 juillet dernier relative à la tarification des prestations annexes réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité et de gaz naturel, les fédérations représentatives des ELD, qui regroupent 150 entreprises en charge de la distribution d'électricité sur le territoire national, se sont associées pour formaliser une contribution commune. Elles souhaitent soumettre à la CRE leurs réflexions, résultats d'analyses et remarques.

**En liminaire, les ELD souhaitent rappeler que le calendrier de mise en place de nouvelles prestations ou de diminution du coût des prestations existantes pour les ELD doit être cohérent avec le calendrier de déploiement des compteurs communicants sur leur zone de desserte** (un décalage de 3 ans est envisagé entre le calendrier de déploiement ENEDIS et celui des ELD).

**Si les ELD ne sont pas opposées à la gratuité de certaines prestations**, notamment en ce qui concerne l'accès aux données de comptage, elles considèrent que le principe de **cette gratuité ne devra s'appliquer qu'à des prestations de base au format standardisé clairement défini ; toute demande dérogeant à ce format devra être facturée**. Par ailleurs, **cette gratuité devra être encadrée** pour éviter toute demande abusive ou répétée.

Si la téléopération des prestations permet d'éviter le déplacement du personnel sur le terrain, elle ne signifie pas pour autant l'absence de moyens humains et d'infrastructures pour assurer leur bonne réalisation. La téléopération n'est pas non plus synonyme d'absence de paramétrage, de suivi des procédures et de charges d'exploitation tout au long de la chaîne de traitement des informations. **Les ELD souhaitent rappeler ici que l'ensemble des coûts supportés par les GRD doivent être couverts, soit par le biais d'une facturation directe auprès du bénéficiaire d'une prestation, soit par le TURPE.**

**Les ELD réitèrent également leur demande de mise en œuvre d'un financement spécifique par GRD du déploiement des dispositifs de comptage communicants** sur leur zone de desserte, intégrant l'ensemble des coûts d'investissement et des coûts d'exploitation, financement qui ne pourrait s'appuyer sur des systèmes actuels ne prenant en compte que les charges d'exploitation.

**Question n° 1 :**

Êtes-vous favorable à une tarification à 17,00 € des prestations susmentionnées lorsqu'elles sont réalisées par téléopération ?

**Réponse :**

Les 17 € proposés par la CRE pour les prestations devant être réalisées sans déplacement sur site semblent couvrir uniquement les coûts liés aux échecs de téléopération.

Les ELD demandent à la CRE de leur confirmer que les coûts indispensables à la réalisation des prestations par téléopération tels que les développements, l'exploitation et la maintenance des systèmes d'information, ainsi que les coûts de communication associés aux téléopérations, sont couverts par le TURPE.

Par ailleurs, la période sur laquelle s'appuie le REX semble très limitée pour qu'il soit pertinent de proposer d'ores et déjà une diminution de la tarification actuelle, sachant que le taux d'échec peut être différent d'une zone à l'autre et donc d'un GRD à l'autre.

**Les ELD ne sont donc pas favorables à cette proposition de tarification.**

**Question n° 2 :**

Êtes-vous favorable à une facturation au tarif de 64,00 € de toutes les prestations de modification de puissance souscrite pour les points de connexion en BT > 36 kVA et HTA ?

**Réponse :**

Le tarif de 64 € proposé est un tarif moyen qui ne correspondra pas spécifiquement à l'intervention réalisée, ce qui posera inévitablement des problèmes de compréhension de la part des utilisateurs de réseau. **Les ELD considèrent**, dans un souci de simplification et de standardisation (cf. modification d'option tarifaire), **qu'il convient a minima de conserver 3 tarifs distincts** pour les prestations suivantes :

- Modification de puissance par téléopération ;
- Modification de puissance avec déplacement mais sans changement de matériel ;
- Modification de puissance avec déplacement et changement de matériel.

Cette segmentation vise à offrir une visibilité aux clients sur les différentes catégories de coûts et une cohérence dans la facturation par rapport au service apporté. Les ELD considèrent que la relation client sera facilitée et les oppositions au déploiement de ces nouvelles prestations minimisées.

**Question n° 3 :**

Êtes-vous favorable à la mise en place des prestations de transmission de données proposées ci-dessus ?

**Réponse :**

Si les ELD sont favorables sur le principe aux prestations proposées par la CRE, elles demandent à ce qu'un délai suffisant leur soit accordé avant leur mise en œuvre pour permettre le développement de leurs systèmes d'information. Les renseignements à transmettre se trouvent en effet pour partie dans les éléments issus des systèmes de facturation, et pour une autre partie dans les éléments issus des systèmes de comptage.

Par ailleurs, la tarification proposée de 5 € pour la transmission quotidienne des données de consommation semble couvrir uniquement les frais de communication. Non seulement ce tarif paraît insuffisant pour la couverture de ces seuls frais, mais il ne tient pas compte des coûts de développement des systèmes d'information permettant une telle prestation qui sont bien plus conséquents.

**Les ELD demandent à ce que la prestation de transmission quotidienne des données de consommation soit proposée de façon optionnelle par le GRD.**

**Question n° 4 :**

Êtes-vous favorable à la tarification proposée pour la prestation d'activation de la transmission récurrente de la courbe de charge ?

**Question n° 5 :**

Êtes-vous favorable à la tarification proposée pour la prestation d'activation d'un calendrier tarifaire spécifique au fournisseur ?

**Réponse :**

Les ELD appuient leur proposition de garder a minima 3 tarifs distincts pour les modalités d'intervention suivantes :

- Téléopération ;
- Intervention avec déplacement mais sans changement de matériel ;
- Intervention avec déplacement et changement de matériel.

**Question n° 6 :**

Êtes-vous favorable à la mise en place d'une prestation de relève à pied ?

**Question n° 7 :**

Êtes-vous favorable à la facturation au tarif « sans déplacement » des prestations impliquant un déplacement uniquement pour activation du dispositif de télécommunication ?

**Réponse :**

La prestation de relève à pied pour quelques clients nécessitera de conserver certains outils et certaines pratiques qui ont un coût.

Les ELD considèrent que le montant de cette prestation doit correspondre aux surcoûts occasionnés par les moyens mis en œuvre par le GRD, à ventiler sur les consommateurs qui ne lui ont pas permis de poser un compteur communicant ou d'activer le dispositif de télécommunication du compteur.

A ce titre, **les ELD considèrent que le tarif de 90 € proposé est très insuffisant.**

**Question n° 8 :**

Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées par la CRE pour la prestation annuelle de décompte ?

**Réponse :**

Les ELD rappellent leur attachement au principe que les prestations de comptage soient réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux publics. Dans le cadre des opérations de décompte qui peuvent présenter une réelle complexité, tant technique, avec une intervention sur l'installation intérieure d'un bâtiment qui relève de la norme C15-100, que financière, notamment dans le cas où l'hébergeur et le décomptant ont des grilles tarifaires « TURPE » et « Fournisseur » différentes (ce qui risque d'être le cas le plus fréquent lorsque les bornes de rechargement sont raccordées aux services généraux de l'immeuble), il importe de pouvoir disposer de la courbe de charge du décomptant pour que le décompte puisse être correctement constitué.

Compte tenu des difficultés mentionnées ci-dessus, la tarification de la prestation envisagée par la CRE semble très faible.

Concernant la proposition de la CRE consistant à facturer exclusivement l'acheminement à l'hébergeur, les ELD insistent sur la nécessité de laisser à l'hébergé le libre accès à l'offre de fourniture de son choix, qu'elle soit réglementée ou de marché.

**Question n° 9 :**

Êtes-vous favorable à la mise en place des formules tarifaires envisagées par la CRE pour les pré-études concernant des projets d'infrastructure de recharge de véhicules électriques ?

**Réponse :**

Les ELD sont favorables à cette proposition de la CRE.

**Question n° 10 :**

Êtes-vous favorable à la mise en place de la prestation « Transmission de données à la maille d'un immeuble », dans les conditions décrites ci-dessus ?

**Réponse :**

Le décret 2016-447, cité par la CRE, précise dans son article 1<sup>er</sup> que « Peuvent seuls être facturés les coûts résultant directement de l'agrégation des données de comptage et effectivement supportés de ce fait par les GRD. Ces coûts sont précisés par les catalogues des prestations des GRD ».

La proposition de la CRE occulte les coûts d'agrégation à la maille de l'immeuble supportés par les ELD et laisse entendre qu'ils sont nuls, ce qui n'est pas le cas.

**Les ELD s'opposent donc à la gratuité de cette prestation**, non seulement pour tenir compte du coût qu'elle génère pour les agrégations de données, mais également pour dissuader les demandes exorbitantes ou répétées d'agrégations que cette gratuité pourrait générer (cf. préambule).

<b>Paragraphe 4 : PRESTATION « MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF D'ECHANGE D'INFORMATIONS D'EXPLOITATION »</b>
--

**Remarque :**

La CRE envisage de supprimer la prestation « *mise en place d'un dispositif d'échange d'informations d'exploitation* », considérant que les opérations s'y rapportant ne relèvent pas du monopole.

**Les ELD sont fermement opposées à ce projet pour les raisons suivantes :**

Comme il est précisé dans l'arrêté du 23 avril 2008, le DEIE n'est pas limité à l'envoi des données vers le centre de conduite du GRD, et sert également à transmettre des demandes d'actions en temps réel ou légèrement différé sur les installations du producteur (découplage, baisse de production, consigne en réactif,...). Situé à l'interface entre le réseau de télécommunication et les installations des producteurs, il joue un rôle crucial dans la conduite, la sécurité et la sûreté des réseaux, aussi bien de distribution que de transport.

Le Code de l'énergie impose d'ailleurs aux gestionnaires de réseaux publics de disposer des systèmes de télécommunications indispensables au bon fonctionnement des ouvrages dont ils ont la charge.

Pour toutes ces raisons, les GRD doivent conserver la maîtrise totale du DEIE, ce qui ne permet pas d'envisager que son installation et son exploitation puissent sortir du monopole.

●●●●●●